



L'heure des choix

Réunion entre Christian Eckert et les syndicats douaniers

L'État est censé se mobiliser afin de faire face à une situation d'exception... mais qui a toutes les chances de perdurer. Le Président de la République, plus haute autorité de l'État, a pris des engagements clairs et précis, à la fois devant le Congrès et surtout devant l'ensemble du pays.

1°) Numériquement

Pour la DGDDI, il devait s'agir de l'affectation de 1000 emplois supplémentaires.

Or, cet engagement ne sera pas tenu ou ne le sera que partiellement :

- En effet, seule la moitié de « l'enveloppe » fera l'objet d'un réel abondement (+ 267 emplois en amendement au budget 2016, idem en 2017). Les **500 créations d'emplois se sont transformées en 500 recrutements supplémentaires.**
- Le reste sera constitué de « non suppressions » sur une période de 2 ans.

Pendant que des assassins de masse usent de balles de guerre ou d'explosifs, d'autres jouent sur les mots.

Bercy évoque une « trajectoire » budgétaire. À notre sens, l'argumentaire est plutôt spécieux. On est là encore dans quelque chose qui va dévaloriser la parole politique. Et ce n'est pas vraiment ce dont le pays a besoin en ces heures tragiques.

Peut-être que 500, c'est moins marquant que 1000, nombre à 4 chiffres, mais si c'était 500, il fallait dire 500 et non 1000 ! Le procédé est, en tout état de cause, peu glorieux.

Il est surtout totalement décalé, quand on sait, par exemple, qu'un taux de contrôle du fret express à 20 % supposerait le recrutement de 5000 agents !

2°) Programmatiquement

Deuxième volet : la Douane subit un plan dit « stratégique » (PSD), basé sur :

- la concentration,
- la facilitation commerciale
- et la dématérialisation.

En fait, c'est surtout un plan de réduction budgétaire, déguisée derrière quelques atours plus ou moins convaincants.

Eu égard au contexte, il serait approprié de le suspendre, voire de retirer et de refondre ce projet.

À titre d'exemple, à l'heure où l'on traite d'une meilleure coopération et de la facilitation... d'échanges d'informations (!) ce « super » plan va créer de nouvelles divisions structurelles, comme la séparation du système de sécurité du fret conteneurs du service chargé des signalements anti-terro. Tout un symbole...

À croire qu'il ne s'est rien passé ou si peu, le 13 novembre au soir ...

Nous ne sommes pas des fans des mesures dites d'exception, mais plutôt d'une politique réelle et déterminée, portant sur la protection et la régulation.

Ce que Christian Eckert nous a annoncé ce 1^{er} décembre semble tenir assez largement de l'écran de fumée et de mesures budgétaires « de rattrapage », en termes d'équipements (+ 29,7 millions d'euros). Le PSD perdure, sa logique est conservée, il doit simplement être « complété ».

Pourtant le Gouvernement actuel aurait toute légitimité à prendre une inflexion forte sur une politique d'affaiblissement commencée bien avant lui.

« Gouverner, c'est choisir » dixit Pierre Mendès France, repris par un certain Michel Sapin en 2012.

Attention, nous ne sommes plus loin de « gouverner, c'est mentir » ... **Rassurer l'opinion est une chose, mais on ne peut s'arrêter à quelque chose qui relève largement de l'affichage. Ce qui est apparu en pleine lumière et dans toute sa cruauté impose d'aller plus loin que cela.**

Paris, le 1^{er} décembre 2015